

CURRICULUM VITAE

Simon JOLIVET, Maître de conférences en droit public
Faculté de droit et sciences sociales de l'Université de Poitiers
Institut de droit public (IDP) - UR 14145



ÉTUDES ET TITRES UNIVERSITAIRES, CONCOURS

2015

Qualifié aux fonctions de maître de conférences en droit public.

2014

Docteur en droit public (mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour un prix de thèse et aide à la publication), Université de Limoges.

Jury : M. les Professeurs Philippe Billet (Rapporteur), Francis Haumont, Michel Prieur, Jean-Marc Sorel (Rapporteur), Mmes les Professeurs Jessica Makowiak (directrice de thèse) et Aude Rouyère.

2009

Master de droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (mention Très Bien, major de promotion), Université de Limoges, Faculté de droit et des sciences économiques.

PRIX ET DISTINCTIONS

Titulaire de la composante individuelle de la prime RIPEC, 2024-2026.

Lauréat du 2^{ème} prix de thèse du GRIDAUH (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat), 4 novembre 2015.

Présélectionné pour le Prix Jean-Claude Cassaing de l'Université de Limoges, édition 2015 (thèses en compétition toutes disciplines confondues), 9 avril 2015.

LANGUES ÉTRANGÈRES

Anglais : courant.

Espagnol et italien : niveau scolaire.

TRAVAUX ET ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Ouvrages

Ouvrage individuel

- 1) *La conservation de la nature transfrontalière*, Mare & Martin, coll. Bibliothèque des thèses (droit public), 2016, 641 p. (préface J. Makowiak).

Ouvrage collectif

- 2) *Droit de l'environnement*, Précis Dalloz, 9^{ème} éd., 2023, 1893 p. (avec M. Prieur, J. Bétaille, M.-P. Camproux-Duffrène, H. Delzangles, V. Jaworski, G. Leray, J. Makowiak). En charge de la plupart des principes hormis celui de prévention (§ 191-272, 299-302), de l'administration consultative nationale (§ 426-508), des instruments de protection renforcée (§ 725-777), de la protection des espaces fragiles hormis le littoral (§ 830-872), et du chapitre « tourisme, loisirs et environnement rural » (§ 1699-1710), soit environ 204 p. au total.

Direction scientifique d'ouvrage

- 3) *Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?* (codir. J. Makowiak), PULIM, coll. Les Cahiers du CRIDEAU, 2017, 207 p.

Chapitres d'ouvrages

- 4) « La transnationalité administrative en matière environnementale », in E. Chevalier, Y. Marique et J.-B. Auby (dir.), *Traité de droit administratif transnational*, Bruylant, 2025, à paraître.
- 5) « Conditionnalité environnementale : la contribution de l'Union européenne à la protection de la biodiversité en dehors de ses frontières », in F. Fines et F. Rassu (dir.), *La conditionnalité dans les relations extérieures de l'Union européenne*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2022, p. 119-132 (<https://hal.science/hal-03620679>).
- 6) « La Charte de l'environnement devant le juge administratif : une appropriation inachevée ? », in M.-A. Cohendet (dir.), *Droit constitutionnel de l'environnement*, Mare & Martin, 2021, p. 366-375 (<https://hal.science/hal-04033552>).
- 7) « Les animaux « nuisibles » en Droit : permanence, évolutions... et contingence(s) », in M. Faure-Abbad et al. (dir.), *Les animaux*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2020, p. 425-446 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03362411>).
- 8) « Le constitutionnalisme environnemental en droit administratif français : progrès et limites », in J. Sohnle (dir.), *Le constitutionnalisme environnemental : quel impact sur les systèmes juridiques ?*, Peter Lang, 2019, p. 163-180 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03139267>).

- 9) « L'ordre public écologique » (avec J. Malet-Vigneaux), in E. Berry et al. (dir.), *L'ordre public*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2019, p. 19-42.
- 10) « Les nouvelles solidarités urbaines. Urbanisme transfrontalier, trame verte urbaine », in *Variations autour du droit public. Mélanges en honneur de Christian Debouy*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2019, p. 263-278 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03139251>).
- 11) « Objets connectés et environnement : une liaison ambivalente », in F. Chérigny et A. Zollinger (dir.), *Les objets connectés*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2018, p. 159-167.
- 12) « Les responsabilités environnementales » (avec J. Malet-Vigneaux), in E. Berry et al. (dir.), *Les responsabilités*, LGDJ, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2018, p. 237-260.
- 13) « Les espaces naturels transfrontaliers : des ressources partagées ? », in J. Makowiak et S. Jolivet (dir.), *Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?*, PULIM, 2017, p. 197-207.
- 14) « Faune et flore : la protection dénaturée », in C. Cans et O. Cizel (dir.), *Loi biodiversité. Ce qui change en pratique*, éd. Législatives, 2017, p. 290-293.
- 15) « Les outils juridiques de sanctuarisation de la nature face à la diversité outre-mer », in É. Naim-Gesbert, M. Maisonneuve et T. Aoustin (dir.), *La protection de la biodiversité outre-mer : approches pluridisciplinaires*, PUAM, 2012, p. 151-173.
- 16) « L'équité et la conservation du patrimoine naturel transfrontalier », in A. Michelot (dir.), *Équité et environnement : quel(s) modèle(s) de justice environnementale ?*, Larcier, 2012, p. 413-434.
- 17) « Le principe de participation en matière environnementale et les nouvelles technologies » (avec S. Demonfort), in Réseau européen de recherches en droits de l'Homme (RERDH), *Techniques et droits humains*, Lextenso, 2011, p. 477-495.
- 18) « Les recherches scientifiques sur les armes de destruction massive : des lacunes du droit positif à une interdiction en droit prospectif » (avec J. Bétaille, J.-M. Lavieille, D. Roets), in Réseau Droit, Sciences et Techniques (RDST), *Droit, Sciences et Techniques : quelles responsabilités ?* Lexis Nexis, 2011, p. 467-488.

Articles dans des revues à comité de lecture

- 1) « Environmental collective actions in France : liberalism of the courts, hesitations of the legislator » (avec J. Malet-Vigneaux), in *Les actions collectives et la protection de l'environnement*, *Rivista quadrimestrale di diritto dell'ambiente*, 2024, à paraître.
- 2) « La protection des espèces, victime de l'accélération du temps juridique », *Code permanent environnement et nuisances*, Bulletin n° 537-1, n° spécial « 50 ans : voyage en droit de l'environnement », novembre 2023, p. 34-35.

- 3) « Utiliser la police de l'accès aux espaces protégés, c'est possible ! Des quotas à Bréhat », *Actualité juridique collectivités territoriales (AJCT)*, juillet-août 2023, p. 393 (<https://shs.hal.science/halshs-04166966>).
- 4) « La performance environnementale appliquée à la préservation de la biodiversité : quel(s) rôle(s) pour le droit ? », *Agridroit (LexisNexis) dossier spécial « La performance environnementale : nouveau paradigme des politiques agricoles »*, 2022 (<https://hal.science/hal-04098091>).
- 5) « Le principe de solidarité écologique : une avancée pour le droit de la biodiversité ? », *Vertigo*, Hors-série n° 37 : *Solidarité écologique : quelles perspectives pour un nouveau principe du droit de l'environnement ?*, décembre 2022 (<https://journals.openedition.org/vertigo/38264>).
- 6) « Natura 2000 dans la loi 3DS : la décentralisation et ses illusions », *La Semaine Juridique Administration et Collectivités territoriales* n° 14, 11 avril 2022, Étude 2108, incluse dans le volet 3 du dossier consacré à la Loi « 3DS » (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03636149>).
- 7) « La police de l'accès aux espaces protégés. Ordre public écologique et politique des « petits pas » », *Droit administratif* n° 11, novembre 2021, Étude 15 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03423101>).
- 8) « Le tourisme dans les parcs nationaux : itinéraire d'une ambiguïté », *Revue juridique de l'environnement (RJE)*, n° 4/2020, Mise en perspective « Le parc national a soixante ans ! », p. 667-671.
- 9) « Régulation des flux touristiques dans les aires marines « hyper fréquentées » : la contribution du préfet maritime à la construction d'un ordre public écologique », *Droit maritime français* n° 828, octobre 2020, p. 854-863 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03362284>).
- 10) « Les défis juridiques de la coopération dans les espaces naturels transfrontaliers : le cas de la France métropolitaine et de ses voisins », *Revista General de Derecho Administrativo* n° 55, octobre 2020, dossier spécial « Retos jurídicos de la cooperación transfronteriza » (RI §422960).
- 11) « De la survie des espèces menacées d'extinction à la lutte contre le déclin des populations. Réflexions sur l'efficacité du statut d'espèce protégée à partir du cas de la faune sauvage », *RJE*, n° 1/2020, p. 101-121 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03154399>).
- 12) « Vers une police de l'accès aux sites « hyperfréquentés » dans les espaces naturels », *Juris tourisme*, février 2020, n° 227, p. 24-25.
- 13) « Des droits d'entrée dans les espaces naturels protégés : la fin d'un impensé ? », *Revue Française de Finances Publiques (RFFP)* n° 148, novembre 2019, p. 171-187 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03137358>).

- 14) « Protected Areas Managers, Local Authorities, and Transboundary Conservation : The French Experience », *Journal of International Wildlife Law & Policy*, vol. 22 :1, 2019, p. 55-62 (<https://doi.org/10.1080/13880292.2019.1602952>).
- 15) « Biotopes et habitats naturels, les faux-jumeaux de la protection de la nature », *Actualité Juridique du Droit Administratif (AJDA)* n° 9/2019, p. 519-523 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03139278>).
- 16) « La prévention de l'hyper fréquentation des espaces naturels par la police administrative : étude de droit positif et prospectif », *Scientific Reports of Port-Cros National Park*, vol. 32, 2018, p. 155-173 (<http://www.portcros-parcnational.fr/fr/rapports-scientifiques/la-prevention-de-lhyper-frequentation-des-espaces-naturels-par-la-police>).
- 17) « Espaces naturels : les nouvelles frontières de la protection », *RJE*, n° 4/2016, dossier spécial « De la protection de la nature à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », p. 629-645.
- 18) « L'espèce protégée de la loi de 1976 est-elle menacée ? », *Droit de l'environnement*, n° 246, juin 2016, p. 223-225.
- 19) « L'égalité des États membres de l'Union européenne. Vers une conception de l'égalité étatique autonome du droit international ? », *Revue du droit de l'Union européenne*, n° 3/2015, p. 383-405.

Notes de jurisprudence

- 20) « L'équilibre au secours de la diversité biologique. À propos de la liberté fondamentale environnementale « au sens de » l'article L. 521-2 du CJA », note sous CE, 20 septembre 2022, *M. et Mme C.*, n° 4511129 : *RJE*, n° 1/2023, p. 220-231.
- 21) « Réglementation d'activités sportives dans les réserves naturelles : l'avènement d'un contrôle de la « capacité de charge » ? », note sous CE, 5 mai 2021, *Fédération française de montagne-escalade Auvergne-Rhône Alpes*, n° 433553 : *RJE*, n° 1/2022, p. 183-195.
- 22) « Rénovation de la théorie de l'écrin et des joyaux. L'extension du domaine de la solidarité écologique », note sous CE, 3 juin 2020, *Amis du banc d'Arguin du bassin d'Arcachon*, n° 414018 : *AJDA* n° 36, 2020, p. 2090-2095.
- 23) « L'évaluation des incidences Natura 2000 peut être obligatoire *a posteriori* », note sous CJUE, 14 janvier 2016, *Grüne Liga Sachsen eV et autres c./ Freistat Sachsen*, aff. C-399/14, *RJE*, n° 3/2016, p. 590-596.
- 24) « Dérogation « espèces protégées » et raisons impératives d'intérêt public majeur : des précisions et des interrogations », note sous CAA Douai, 15 octobre 2015, *Ministère de l'écologie c/ Association Écologie pour le Havre*, n° 14DA02064, *RJE*, n° 2/2016, p. 382-388.

- 25) « La directive Habitats malmenée au Palais-Royal (à propos de la validation du décret sur l'évaluation des incidences Natura 2000) », note sous CE, 26 décembre 2012, *France nature environnement et autres*, n° 340395, *RJE*, n° 3/2013, p. 503-512.
- 26) « Article 6 de la directive Habitats : la France condamnée pour transposition incorrecte », note sous CJUE, 4 mars 2010, *Commission c/ France*, aff. C-241/08, *RJE*, n° 4/2010, p. 704-711.
- 27) Note sous CJUE, 26 janvier 2010, *Stadt Papenburg c/ Bundesrepublik Deutschland*, aff. C-226/08, *RJE*, n° 2/2010, p. 295-305.

Travaux collectifs, projets de recherche financés

2024

Participation à l'étude préalable sur les contextes, options et perspectives juridiques du **projet de jumelage du Parc amazonien de Guyane (France) et du Parc des montagnes du Tumucumaque (Amapa – Brésil)** (dir. T. Aoustin et M. Prieur). Étude financée par le Ministère de la Justice et le Parc amazonien de Guyane. Rédacteur principal de la partie 1 : « Typologie des solutions ou grandes options envisageables pour un projet d'accord entre les deux parcs » (72500 caractères).

2022

Participation au *Dictionnaire juridique du changement climatique* (dir. M. Torre-Schaub, A. Jézéquel, B. Lormeteau, A. Michelot, éd. Mare & Martin, 2022). Rédaction de deux entrées : « biodiversité » et « loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ».

2020-2021

Dépôt d'un projet de recherche ANR-Jeune chercheur sur le sujet : « **L'accès à la nature face à la (sur)fréquentation touristique : quel(s) droit(s), quel(s) devoir(s), quelle(s) limite(s) ?** » (ACCENAT). Projet sélectionné pour passer en étape 2 du processus de sélection.

2018-2020

Participation au projet de recherche « **10 ans de QPC en matière d'environnement : quelle (r)évolution ?** » (dir. J. Makowiak et É. Chevalier), projet retenu et financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre de l'appel à projets « QPC 2020 ». Analyse des décisions de non-renvoi de QPC du Conseil d'État en matière environnementale (*Titre VII. Les cahiers du Conseil constitutionnel*, Hors-série, octobre 2020).

2017-2020

Participation au programme de recherche FUSEAU « **Le Foncier et ses Usages comme Socle de la construction collective de la protection des ressources et des miliEux Aquatiques** » (<https://fuseau.inrae.fr/>), financé par l'Office français de la biodiversité (dir. T. Rambonilaza). Rédaction avec des politistes, économistes et juristes du rapport final sur le terrain d'étude guadeloupéen.

2019

Participation à la troisième édition du *Dictionnaire du droit de l'urbanisme* (dir. Y. Jégouzo et N. Foulquier, éd. Le Moniteur, 2019). Rédaction de 22 entrées, principalement en relation avec la protection du patrimoine non bâti et les évaluations environnementales.

2016-2018

Participation au projet de recherche « **AcclimaTerra** », le comité scientifique régional sur le **changement climatique en Nouvelle Aquitaine**. Rédaction, avec d'autres juristes de la région, du chapitre « Les instruments juridiques de l'adaptation au changement climatique », in H. Le Treut (dir.), *Anticiper les changements climatiques en Nouvelle-Aquitaine. Pour agir dans les territoires*, Éditions Région Nouvelle-Aquitaine, 2018, pp. 68-95.

2017

Participation au projet de recherche « **La gestion dynamique de la biodiversité en carrières – Aspects juridiques du projet LIFE in Quarries** » (dir. Ch.-H. Born et H. Schoukens). Rédaction du rapport national français avec P. Steichen (32 p., non publié).

2015

Participation au projet de recherche « **La dette écologique et les espaces internationaux** », Fédération de recherche en environnement pour le développement durable, FREDD, FR CNRS 3097 (dir. A. Michelot). Animation d'une conférence « Solidarité écologique et solidarité juridique. Le cas des espaces naturels transfrontaliers », La Rochelle Université, 23 novembre 2015.

2009-2013

Participation au projet de recherche « **La participation du public à l'élaboration des textes réglementaires nationaux en matière d'environnement en France et à l'étranger. Exigence démocratique, nécessité juridique** » (ministère de l'écologie, programme CDE – APR 2008/2009), Centre de recherches interdisciplinaires en droit de l'environnement de l'aménagement et de l'urbanisme, CRIDEAU-OMIJ EA 3177, Université de Limoges (dir. G. Monédiaire). Participation aux séminaires, intervention à un colloque au Sénat, rédaction du chapitre sur l'Union européenne dans le rapport final.

2009-2011

Participation au projet de recherche « Guidelines for Protected Areas Legislation », Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature, Bonn (dir. F. Burhenne-Guimin, publication : IUCN Environmental Policy and Law Paper n° 81, 2011). Participation à un séminaire de travail et à la rédaction du rapport final. Langue de travail : anglais.

Activités de recherche

Activités permanentes

Depuis 2020

Annotations et commentaires du **Code de l'environnement**, éd. Dalloz, avec J. Makowiak. En charge de : la moitié du Livre premier « Dispositions communes » (Titre I « Principes généraux », Titre II « Information et participation des citoyens », Titre III « Institutions », Titre IV « Associations de protection de l'environnement et collectivités territoriales ») ; du Livre troisième « Espaces naturels » (sauf Trame verte et bleue) ; du Livre quatrième « Patrimoine naturel » (sauf Natura 2000) ; et de l'intégralité des Livres sixième « Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, dans les TAAF, à Mayotte et à Saint-Martin », et septième « Protection de l'environnement en Antarctique ».

Depuis 2019

Rédaction d'un **fascicule** sur la « Protection des biotopes, habitats d'espèces et habitats naturels », n° 3810, à jour au 1^{er} novembre 2019, **JurisClasseur « Environnement et Développement durable »**, Lexis Nexis (168 000 signes).

Depuis 2018

Rédaction avec J. Malet-Vigneaux de la **chronique « la Charte de l'environnement devant les juges administratif et judiciaire » à la RJE** : *RJE* n° 4/2018, p. 769-780 ; *RJE* n° 4/2019, p. 807-819 ; *RJE* n° 4/2020, p. 839-852 ; *RJE* n° 4/2021, p. 777-790 ; *RJE* n° 4/2022, p. 841-855 ; *RJE* n° 4/2024, à paraître. En charge de la partie concernant le juge administratif.

2017

Rédaction avec C. Cans de **neuf fascicules** sur les études d'impact, la protection des espaces naturels, et les risques naturels et technologiques¹, **Droit de l'aménagement, Le Moniteur Dalloz**.

Depuis 2016

Rédaction avec C. Cans d'un **fascicule** sur la « Typologie des procédures et mécanismes de protection des espaces naturels », n° 4530 et son annexe n° 4535, à jour au 5 avril 2016, **JurisClasseur « Environnement et Développement durable »**, Lexis Nexis.

Depuis 2016

Rédaction de **quatre synthèses** sur la protection des espaces naturels², **JurisClasseur « Environnement et Développement durable »**, Lexis Nexis.

Depuis 2015

Rédaction de la **chronique « droit national de l'environnement » à la Revue semestrielle de droit animalier (RSDA)** : *RSDA* n° 2/2015, p. 101-111 ; *RSDA* n° 2/2016, p. 75-89 ; *RSDA* n° 2/2017, p. 83-94 ; *RSDA* n° 2/2018, p. 87-102 ; *RSDA* n° 1/2020, p. 101-123 ; *RSDA* n° 1/2021, p. 109-131 ; *RSDA* n° 1/2022, p. 105-128 ; *RSDA* n° 1/2023, p. 97-120, *RSDA* n° 1/2024 (43000 signes) (<https://www.revue-rsda.fr/>).

2015-2017

Référent « FREDD » (Fédération de recherche en environnement pour le développement durable, FR CNRS 3097) du CERETE (Centre d'étude et de recherche sur les territoires et l'environnement, EA 4237, Faculté de droit et sciences sociales, Université de Poitiers). Participation à des réunions, séminaires et projets de recherche.

2010-2015

Chronique trimestrielle de jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, *RJE* : rubriques « conservation de la nature », « organismes génétiquement modifiés », « agriculture », « politique commune de la pêche ».

¹ Étude d'impact, fasc. n° VII.800 et VII.850 ; « Parcs nationaux et parcs naturels marins », fasc. n° VII.1200 ; « Parcs naturels régionaux », fasc. n° VII.1300 ; « Réserves naturelles et autres protections spéciales des espaces naturels », fasc. n° VII.1600 ; « Risques environnementaux – généralités et dispositions communes », fasc. n° VII.1700 ; « Risques naturels », fasc. n° VII.1720 ; « Risques technologiques », fasc. n° VII.1740 ; « Risques miniers et risques d'effondrement de cavités souterraines », fasc. n° VII.1760. Dernière mise à jour : décembre 2017.

² « Parcs nationaux, régionaux et marins », synthèse n° 100 ; « Réserves naturelles, arrêtés de biotope et autres protections spéciales des espaces naturels », synthèse n° 105 ; « Sites et paysages », synthèse n° 110 ; « Inventaires du patrimoine naturel », synthèse n° 150. Dernière mise à jour : 10 juillet 2024.

Interventions à des colloques, journées d'étude, séminaires et tables rondes

- 1) 27 septembre 2024 : « Des divergences jurisprudentielles à surmonter ? » (avec J. Malet-Vigneaux), colloque « Les 20 ans de la Charte de l'environnement », CERCCLE et CRDEI, Université de Bordeaux.
- 2) 6 juin 2024 : « Tourisme et activités de loisirs : les restrictions d'accès au littoral », colloque « Littoral et activités économiques. Le littoral entre conservation et exploitation », LUDI, La Rochelle Université.
- 3) 31 mai 2024 : Co-rapporteur et co-président (avec Nathalie Hervé-Fournereau) de la session « Water Conflicts and Adaptive Water Governance » lors du séminaire annuel du groupe de chercheurs européens « Avosetta », sur le thème « Water Law and Sustainable Trajectories », Université de Rennes, Faculté de droit et science politique (en **anglais**).
- 4) 13 décembre 2023 : « L'admission de la spécificité transfrontalière : le cas du droit de l'environnement », colloque « Benchmarking des pratiques transfrontalières » du Centre d'excellence Jean Monnet « Europe droit et action publique », Bayonne, Université de Pau et des pays de l'Adour.
- 5) 12 décembre 2023 : « Les contentieux stratégiques en matière de protection des espèces », colloque « Le droit : une arme au service du vivant ? Plaidoyers et contentieux stratégiques », CUREJ, Université de Rouen.
- 6) 9 mai 2023 : Présidence d'une session au colloque « Cohérence et ordres juridiques » organisé par l'Institut de droit public, Université de Poitiers.
- 7) 30 mars 2023 : « La surfréquentation d'espaces maritimes et littoraux : quelle(s) régulation(s) ? », webinaire « Gouvernance des espaces naturels protégés : le cas des espaces maritimes et littoraux » organisé par BIOSENA, le réseau régional de recherche sur la biodiversité et les services écosystémiques en Nouvelle-Aquitaine (visible sur : <https://biosena.univ-lr.fr/actions/webinaires-2022-23/gouvernance-des-espaces-naturels-proteges-le-cas-des-espaces-maritimes-et-littoraux/>).
- 8) 3 octobre 2022 : « Le cadre et les limites juridiques de la régulation de l'accès aux espaces naturels », première journée d'étude du groupe de travail CNRS « Fonctionnement des écosystèmes : attentes et impacts du tourisme », La Grande Motte, Palais des congrès.
- 9) 16 mars 2022 : « La performance environnementale appliquée à la préservation de la biodiversité : quel(s) rôle(s) pour le droit ? », Journée d'étude « La performance environnementale : nouveau paradigme des politiques agricoles ? », organisée à Poitiers par le Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire et l'Institut de droit rural.
- 10) 17 décembre 2021 : « La protection de l'habitat des espèces animales protégées », conférence « Les dérogations à la protection animale » organisée à distance par la commission « Droit de l'animal » du barreau de Paris (audible sur : <https://lexradio.fr/broadcast/4267-Commission-Droit-de-l-animal-Les->

[d%C3%A9rogations-%C3%A0-la-protection-animale-en-visioconf%C3%A9rence-le-17-d%C3%A9cembre-2021](#)).

- 11) 2 décembre 2021 : discutant du projet de texte de loi « une seule santé », journée d'études « La solidarité écologique en questions : une loi pour « une seule santé » en France », UMR LIENSs, La Rochelle Université.
- 12) 5 novembre 2021 : « La mise en œuvre du réseau européen Natura 2000 en France : partage ou dilution des responsabilités ? », colloque « Transposition et mise en œuvre des directives européennes : quelle influence de l'organisation étatique ? Quelle influence du fait régional », Campus du Périgord, Périgueux, Université de Bordeaux.
- 13) 4 octobre 2021 : « La faune sauvage saisie par le Droit », 4^{ème} édition de « La nuit du Droit » sur le thème « Droit et environnement », Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Poitiers.
- 14) 10 juin 2021 : Présidence d'une session au colloque « Urgence(s) écologique(s) : quelle(s) urgence(s) pour le droit ? », colloque annuel de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE), Rennes.
- 15) 18 mai 2021 : discutant de l'intervention de Bleuenn Guilloux, « Les déplacements de problèmes socio-écologiques entre océan, climat et biodiversité », journée d'études « La solidarité écologique en question(s) : enjeux et perspectives pour la biodiversité et le climat », organisée à distance par l'UMR LIENSs de La Rochelle Université.
- 16) 7 mai 2021 : « L'appréhension juridique des conflits territoriaux entre le sauvage et les activités humaines », journée d'études « Les territoires du sauvage », organisée à distance par les étudiants du master Bioterre, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.
- 17) 20 avril 2021 : « L'hyperfréquentation des sites patrimoniaux : perspectives juridiques », journée d'études « Patrimoines au défi de l'hyperfréquentation », organisée à distance par l'Institut national du Patrimoine et Universcience.
- 18) 14 décembre 2020 : « Les outils juridiques de protection de la nature en droit administratif français », colloque « Stress climatique : la nature au secours des milieux aquatiques », organisé à distance par l'Institut de formation sur l'environnement (IFORE) rattaché au ministère de la transition écologique (visible sur : <http://www.ipecc.developpement-durable.gouv.fr/stress-climatique-la-nature-au-secours-des-milieux-a758.html>).
- 19) 10 décembre 2020 : « La défaunation vue par le droit : vers la fin de l'ignorance ? », colloque « L'animal à l'Anthropocène », organisé à distance par l'Institut écologie environnement du CNRS (visible sur : <https://inee.cnrs.fr/fr/lanimal-lanthropocene-10-et-11-decembre-2020>).
- 20) 6 novembre 2020 : « La transnationalité administrative en matière environnementale », Séminaire « Traité de droit administratif transnational », organisée en visioconférence par le réseau « Droit administratif transnational » dirigé par le Pr. Jean-Bernard Auby.

- 21) 1^{er} juillet 2020 : « Le principe de solidarité écologique : une avancée pour le droit de la biodiversité ? », Journée d'études « Le principe de solidarité écologique », organisée en visioconférence par l'UMR LIENSs de La Rochelle Université.
- 22) 6 février 2020 : « Prévenir l'hyper-fréquentation des sites naturels », Journée d'étude « Patrimoines et catastrophes », Institut national du Patrimoine, Paris.
- 23) 16 novembre 2019 : « La nouvelle procédure de protection des habitats naturels : quelle plus-value pour la conservation transfrontalière sur le plateau des Guyanes ? », colloque « La protection juridique de la biodiversité sur le plateau des Guyanes : vers une gestion en patrimoine commun dans un contexte transfrontière ? », organisé à Cayenne par le laboratoire MINEA (Migration Interculturalité et Éducation en Amazonie, visible sur <http://www.manioc.org/fichiers/V20022>).
- 24) 26 septembre 2019 : « La protection des espèces et la notion de raisons impératives d'intérêt public majeur dans le contentieux administratif : intégration ou assimilation ? », colloque « L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI^{ème} siècle », organisé à La Rochelle par le Centre d'études juridiques et politiques, la Société française pour le droit de l'environnement et l'Association française d'études européennes.
- 25) 5 juillet 2019 : « Les animaux « nuisibles » en Droit : permanence, évolutions... et contingence(s) », Université d'été de la faculté de droit et sciences sociales de Poitiers sur « Les animaux » (visible sur : <https://uptv.univ-poitiers.fr/program/les-animaux/video/51256/les-animaux-nuisibles/index.html>).
- 26) 17 mai 2019 : « Les défis juridiques de la coopération dans les espaces naturels transfrontaliers : le cas de la France », 6^{ème} séminaire du réseau « Droit administratif transnational » sur « Les défis juridiques de la coopération transfrontalière », Barcelone, Université Pompeu Fabra.
- 27) 4 avril 2019 : « L'efficacité du statut d'espèce protégée pour la protection de l'animal », table ronde « Quel statut juridique pour une protection efficace de l'animal ? », organisée à Tours par l'association Hémisphère Droit (visible sur : https://www.canal-u.tv/video/irji/simon_jolivet_la_protection_de_l_animal_un_droit_de_l_environnement_efficace.49887).
- 28) 19 octobre 2018 : « La prévention de l'hyper fréquentation des espaces naturels par la police administrative : étude de droit positif et prospectif », matinée d'études « Hyperfréquentation des sites patrimoniaux, naturels et culturels : comment réguler ? », organisée au Sénat par M. le Sénateur de la Somme Jérôme Bignon.
- 29) 2 juillet 2018 : « L'ordre public écologique » (avec J. Malet-Vigneaux), Université d'été de la faculté de droit et sciences sociales de Poitiers sur « L'ordre public ».
- 30) 19 avril 2018 : « Protected Areas Managers, Local Authorities and Transboundary Conservation: The French Experience », 18th International Wildlife Law Conference (« Transboundary Dimensions of Wildlife Conservation »), organisée à Tilbourg (Pays-Bas) par le département de droit européen et international de l'Université de Tilbourg.
Intervention en anglais.

- 31) 7 mars 2018 : « La Charte de l'environnement devant le juge administratif : une appropriation inachevée ? », colloque « Droit constitutionnel de l'environnement, regards croisés », organisé à Paris par l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS).
- 32) 9 février 2018 : « Conditionnalité environnementale : la contribution de l'Union européenne à la protection de la biodiversité en dehors de ses frontières », colloque « La conditionnalité dans les relations extérieures de l'Union européenne », co-organisé à Poitiers par l'Institut de droit public, le Centre d'études juridiques et politiques (La Rochelle Université) et le centre d'excellence Jean Monnet Aquitaine.
- 33) 29 septembre 2017 : « Le constitutionnalisme environnemental en droit administratif français : progrès et limites », colloque « Le constitutionnalisme environnemental : quels impacts sur les ordres juridiques ? », organisé à Nancy par l'Institut de recherches sur l'évolution de la nation et de l'État (IRENEE).
- 34) 7 juillet 2017 : « Les responsabilités environnementales » (avec J. Malet-Vigneaux), Université d'été de la faculté de droit et sciences sociales de Poitiers sur « Les responsabilités ».
- 35) 24 novembre 2016 : « Objets connectés et environnement », journée d'études « La vie connectée », Espace Mendès-France, Poitiers.
- 36) 18 novembre 2016 : Présidence d'une session au colloque « La doctrine en droit de l'environnement », colloque annuel de la SFDE, Limoges.
- 37) 23 septembre 2016 : « Objets connectés et environnement : une liaison ambivalente », colloque « Les objets connectés », organisé à Poitiers dans le cadre du Magistère en droit des technologies de l'information et de la communication.
- 38) 2 septembre 2016 : « La reconnaissance législative du principe de non-régression en France : quelle(s) leçon(s) en tirer ? », Congrès mondial de la nature organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Hawaï, Etats-Unis.
- 39) 5 décembre 2015 : « Le droit international de la biodiversité est-il préparé pour affronter les changements climatiques ? », Rencontre mondiale des juristes de droit de l'environnement organisée dans le cadre de la COP 21 par le Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE), EHESS, Paris.
- 40) 14 octobre 2015 : Les espaces naturels transfrontaliers : des ressources partagées ? », colloque « Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ? », organisé à Limoges par le CRIDEAU-OMIJ, Centre de recherches interdisciplinaires en droit de l'environnement de l'aménagement et de l'urbanisme.
- 41) 1^{er} octobre 2012 : « La pratique bien installée de l'Union européenne », colloque « Participation du public et élaboration des textes réglementaires en matière d'environnement », organisé au Palais du Luxembourg (Sénat) dans le cadre du Programme de recherche « Concertation, Décision, Environnement » du ministère de l'écologie.

- 42) 15 novembre 2011 : « Les outils juridiques de sanctuarisation de la nature face à la diversité outre-mer », journée doctorale interdisciplinaire « Les sciences de l'homme et de la société et la protection de la biodiversité outre-mer », organisée à La Réunion par le Centre de recherche juridique.
- 43) 30 septembre 2011 : « Le projet de convention mondiale sur le mercure », colloque « Rio + 20 : quelle ambition pour l'environnement ? », organisé à Limoges par le CRIDEAU-OMIJ et le CIDCE.
- 44) 26 mars 2011 : « Les recherches scientifiques sur les armes de destruction massive : des lacunes du droit positif à une interdiction en droit prospectif » (avec J.-M. Lavieille), colloque « Droit, Sciences et Techniques : quelles responsabilités ? », organisé au Palais du Luxembourg (Sénat) par le Réseau droit, sciences et techniques.
- 45) 3 décembre 2010 : « L'équité et la conservation du patrimoine naturel transfrontalier », colloque « Équité et environnement : quel(s) modèle(s) de justice environnementale ? » colloque annuel de la SFDE, La Rochelle.
- 46) 23 avril 2010 : « Le principe de participation en matière environnementale et les nouvelles technologies » (avec S. Demonfort), colloque « Les techniques ou technologies nouvelles et les droits ou principes fondamentaux », organisé à Limoges et Poitiers par le RERDH.

Organisation de colloques et séminaires universitaires

7-8 novembre 2024

Organisation (avec A. Virot-Landais) du colloque « Cohérence et action publique : quelle contribution du droit ? », IDP, Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

31 mai – 1^{er} juin 2024

Participation à l'organisation du séminaire annuel du groupe de chercheurs européens « Avosetta », sur le thème « Water Law and Sustainable Trajectories », Université de Rennes, Faculté de droit et science politique. Membre du comité scientifique et du comité d'organisation.

13-14 octobre 2015

Organisation (avec J. Makowiak) du colloque « Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ? », CRIDEAU-OMIJ, Limoges.

10-11 avril 2013

Participation à l'organisation du colloque « Héroïsme et droit », Réseau européen de recherche en droits de l'Homme (RERDH), Limoges.

13-14 octobre 2011

Participation à l'organisation du colloque « Science-fiction et science juridique », RERDH, Limoges.

29 septembre – 1^{er} octobre 2011

Participation à l'organisation du colloque international « Rio + 20 : quelle ambition pour l'environnement ? », CRIDEAU-OMIJ et CIDCE, Limoges.

11-13 mars 2009

Participation à l'organisation du colloque international « Les catastrophes écologiques et le droit », CRIDEAU-OMIJ et CIDCE, Limoges.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Enseignement

Depuis septembre 2015

Maître de conférences (droit public) à l'Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales

2014-2015

Vacataire en droit public à l'Université de Limoges, Faculté de droit et des sciences économiques.

2012-2014

Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) en droit public à l'Université de Limoges, Faculté de droit et des sciences économiques.

2009-2012

Chargé de travaux dirigés en droit public à l'Université de Limoges, Faculté de droit et des sciences économiques.

** Surligné en gris : état de service 2024-2025*

Matières	Vol. h	CM / TD / APP (Autres Pratiques Pédagogiques)	Année	Université	Niveau
Introduction générale au droit	15	CM	2018-2025	Université de Poitiers, site d'Angoulême	L1 droit
Introduction au droit européen	25	CM	2018-2025	Université de Poitiers, site d'Angoulême	L1 droit
Introduction au droit administratif	25	CM	2020-2025	Université de Poitiers, site d'Angoulême	L1 droit
Droit constitutionnel	30	TD	2009-2011	Université de Limoges	L1 droit
Droit administratif	30	TD	2011-2014	Université de Limoges	L2 droit
Droit international public	60	CM	2015-2018	Université de Poitiers, site d'Angoulême	L3 droit fondamental
Droit de l'Union européenne	30	CM	2015-2018	Université de Poitiers, site d'Angoulême	L3 droit fondamental
Initiation à la méthodologie de la recherche	10	APP	2018-2021	Université de Poitiers	M1 droit public des affaires
Droit de l'environnement	15	CM	2015-2025	Université de Poitiers	M1 droit public / M1 droit du patrimoine

Relations extérieures des collectivités territoriales	20 puis 12 dès 2023	CM + TD	2018-2025	Université de Poitiers	M1 puis M2 droit de l'action et des responsabilités locales dès 2023
L'Homme, la société et son environnement	8 puis 12 dès 2022	CM + TD	2019-2025	Université de Poitiers	M1 Science politique
Droit européen de l'environnement	24	CM	2021-2025	Collège juridique franco-roumain d'études européennes, Bucarest	M1 Droit européen et international des affaires
Droit interne de l'environnement	30	TD	2012-2014	Université de Limoges	M1 droit de l'environnement de l'aménagement et de l'urbanisme
Droit international et européen de l'environnement	30	TD	2011-2014	Université de Limoges	M1 droit de l'environnement de l'aménagement et de l'urbanisme
Autorisations d'urbanisme	13	CM	2015-2025	Université de Poitiers	M2 droit de l'urbanisme et de la construction
Protection du patrimoine et des espaces naturels	9	CM	2015-2025	Université de Poitiers	M2 droit de l'urbanisme et de la construction / M2 droit de l'activité agricole et de l'espace rural
Droit des installations classées pour la protection de l'environnement	8	CM	2018-2021	Université de Poitiers, site de Segonzac	M2 droit gestion et commerce des spiritueux
Politiques locales environnementales	10	CM	2022-2025	Université de Poitiers	M2 droit de l'action et des responsabilités locales
Protection nationale et européenne des espèces sauvages	9	CM	2017-2025	Université de Strasbourg	M2 droit de l'environnement, des territoires et des risques

La protection des espaces naturels en droit interne	5	CM	2023-2025	Université de Bordeaux	DU de droit de l'environnement
--	---	----	-----------	------------------------	--------------------------------

Actions de formation

Depuis 2019

Participation à la table ronde « Patrimoine et droit de l'environnement » pour les élèves-conservateurs de l'Institut national du patrimoine (3h annuelles).

8 décembre 2017, CCEPC (Compagnie des commissaires enquêteurs de Poitou-Charentes) – Formation sur la responsabilité du commissaire enquêteur (1h30).

Encadrement

Co-encadrement avec le Professeur C. Roche de la **thèse** de doctorat en droit de M. A. Agode, 2015-2022 (IDP, Faculté de droit et sciences sociales, Université de Poitiers). Soutenance de thèse le 12 décembre 2022.

Membre du comité de suivi des thèses de I. Robin et P. Damiba (Université de Limoges) en tant que membre extérieur depuis 2023.

Membre du comité de suivi de la thèse de M. Schiavetti (Université de Bretagne occidentale) en tant que membre extérieur, 2020-24.

Membre du comité de suivi de la thèse de S. Kubien (Université d'Avignon) en tant que membre extérieur depuis 2019.

Encadrement de **douze mémoires** de Master 2.

Encadrement de rapports de stage de diplôme supérieur du notariat, de Master 2 droit de l'urbanisme et de la construction (Faculté de droit et sciences sociales, Université de Poitiers), et de Master 2 droit de l'environnement, des territoires et des risques (Université de Strasbourg).

Participation à des jurys de thèses, mémoires et rapports de stages

4 juillet 2024

Membre (invité) du jury de la thèse en droit public et économie de Mme M. Schiavetti, « La fréquentation de plaisance dans les aires marines protégées : des solutions juridiques au regard des enjeux socio-économiques », co-dir. A. Pomade et E. Regnier, Univ. Bretagne Occidentale.

21 juin 2024

Membre (examineur) du jury de la thèse en droit public de Mme J. Ben Ameer, *Vers une responsabilité internationale environnementale des Etats en matière de délinquance écologique transfrontalière*, co-dir. Pr. L. Chikhaoui et A. Taillefait, Univ. d'Angers.

8 décembre 2023

Membre (examineur) du jury de la thèse en droit public de Mme S. P. J. Nanfah, *Le droit des établissements classés au Cameroun : quelles logiques ?*, co-dir. Pr. A. Ondoua et Pr. J. Makowiak, Univ. Poitiers.

Juillet 2017

Participation à la soutenance d'un rapport de stage de diplôme supérieur du notariat, Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

Depuis 2017

Participation à la soutenance de (deux) mémoires de Master 2 Droit de l'activité agricole et de l'espace rural, Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

2016-2018

Participation à la soutenance de (cinq) rapports de stage et de (deux) projets tutorés, 3^{ème} année de Licence professionnelle « droit et commerce des vins et spiritueux », Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

ADMINISTRATION ET AUTRES RESPONSABILITÉS

Enseignement, pédagogie

Avril-Mai 2024

Membre local du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public à l'IUT de Niort, département GEA, Université de Poitiers.

Avril-Mai 2024

Membre extérieur du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public à l'EPU de l'Université de Tours.

Mars 2024

Membre du jury d'un concours de nouvelles sur le thème de la dystopie environnementale, projet tutoré, L3 droit, Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

Avril-Mai 2023

Membre local du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public à l'IUT de Niort, département HSE, Université de Poitiers.

Avril-Mai 2023

Membre extérieur du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit privé / droit public à l'IUT de Tulle, département HSE, Université de Limoges.

2022-2026

Membre élu de la **Commission d'expertise scientifique** de la section 02/04, Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

2022-2024

Membre du jury des avocats candidats à un certificat de spécialisation en droit de l'environnement, Conseil national des barreaux, École du Centre Ouest des avocats, Poitiers (5/10/22, 15/11/23, 4/12/24).

Juin 2022

Membre extérieur du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences contractuel en droit public, Faculté de droit et sciences politiques, Université de Nantes.

2022

Membre du jury du concours d'éloquence du Campus des Valois (Angoulême), Université de Poitiers, Faculté de droit et sciences sociales.

2020-2021

Responsable d'année Licence 1 droit (groupe A) à la faculté de droit et sciences sociales de l'Université de Poitiers. Organisation et animation de la réunion de rentrée et des conseils d'année ; confection des emplois du temps des chargés de travaux dirigés ; recrutement, formation et gestion des tuteurs.

Depuis 2018 (sauf en 2021-2022)

Enseignant-référent en Licence 1 droit à la faculté de droit et sciences sociales de l'Université de Poitiers. Suivi d'un groupe de trente étudiants (organisation de rencontres collectives, aides et conseils individualisés notamment en matière d'orientation, évaluation du projet professionnel et personnel des étudiants).

28 août – 4 septembre 2018

Membre extérieur du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences contractuel en droit public, Faculté de droit, science politique et gestion, La Rochelle Université.

23 Avril - 15 mai 2018

Membre local du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public, Faculté de droit et des sciences sociales, Université de Poitiers.

2017-2020

Responsable du cycle de formation Master 1 droit à la faculté de droit et sciences sociales de l'Université de Poitiers. Organisation et animation de la réunion de rentrée et des conseils d'année, confection des emplois du temps des chargés de travaux dirigés, validation des stages et des contrats d'études Erasmus.

Depuis 2016

Membre du jury du meilleur mémoire en droit de l'environnement, concours organisé annuellement par la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE).

Janvier – mars 2015

Chargé, au sein du pôle international de l'Université de Limoges, de l'évaluation de l'Appel d'Offre International (AOI) 2012-2015 de l'Université de Limoges. Destiné aux enseignants-chercheurs, l'AOI est un dispositif qui vise à soutenir les projets d'internationalisation des formations en lien avec la recherche.

2013-2015

Participation aux jurys fictifs de préparation des étudiants de master de l'Université de Limoges au concours de plaidoirie « Habeas Corpus » (Lyon).

Recherche, expertise

Depuis 2024

Membre du comité scientifique du guide de l'accès au droit en matière environnementale, Conseil départemental de l'accès au droit de la Vienne, Tribunal judiciaire de Poitiers.

2024

Membre du comité scientifique du colloque annuel de la SFDE « Le droit en anthropocène », Strasbourg, 9-11 octobre 2024.

Depuis 2022

Membre du comité de rédaction de la *RJE, Revue juridique de l'environnement*. En charge de la veille en droit administratif.

Depuis 2021

Référent développement durable de l'Institut de droit public – UR 14145.

2021

Membre du comité scientifique de la journée d'études « La solidarité écologique en questions : une loi pour « une seule santé » en France », UMR LIENSs, La Rochelle Université, 2-3 décembre 2021.

2021

Membre du comité scientifique du colloque annuel de la SFDE « Le(s) communs en droit de l'environnement : droit des *communs*, droit *commun* et droit *hors du commun* », 27-29 octobre 2021, Bordeaux.

2020

Membre du comité scientifique du colloque annuel de la SFDE « Urgence(s) écologique(s) : quelle(s) urgence(s) pour le droit ? », Rennes (reporté du 9 au 11 juin 2021).

2020

Membre du comité scientifique de la Journée d'étude du programme FUSEAU-Guadeloupe « L'action publique foncière au service de la protection des milieux naturels : de la gestion des conflits fonciers à la gouvernance territoriale durable de l'environnement », 25-26 novembre 2020, en visio-conférence.

2020

Membre du comité scientifique du colloque international « De la réserve intégrale à la nature ordinaire. Les figures changeantes de la protection de la nature (XIX^e – XXI^e s.) », colloque organisé par l'Association pour l'Histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE), 29-30 septembre 2020, en visio-conférence.

2018

Membre du comité scientifique des rencontres doctorales organisées par la SFDE, 26 septembre 2018, Dijon.

2016

Membre du comité scientifique du colloque annuel de la SFDE « La doctrine en droit de l'environnement », 17-18 novembre 2016, Limoges.

2013-2015

Membre de l'équipe de traduction (en anglais) de la *RJE*.

2010-2015

Membre du comité en charge de la partie européenne de la *RJE* (rédaction de chroniques de jurisprudence et de notes bibliographiques, veille législative et jurisprudentielle, revue des revues étrangères).

2009

Membre du comité de rédaction de la *REDE*, *Revue européenne de droit de l'environnement* (en charge de la rubrique « textes et documents »).

Activités connexes

Secrétaire général de la SFDE, Société française pour le droit de l'environnement (depuis février 2021).

Secrétaire général adjoint de la SFDE (2017-2021)

Représentant français (avec Nathalie Hervé-Fournereau) de l'Avosetta Group (<https://www.avosetta.oer2.rw.fau.de/>), groupe informel de juristes issus de pays membres de l'Union européenne spécialisés en droit européen de l'environnement (depuis 2021). Présentation du rapport national français sur le thème de séminaire annuel choisi par le groupe.
Langue de travail : anglais.

Membre de la Commission droit et politiques environnementales du Comité français de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature (depuis mars 2017).

Membre élu du Conseil international du droit de l'environnement (Bonn) pour la période 2013-2017.

Membre du conseil d'administration du RERDH, Réseau européen de recherche en droits de l'Homme (de 2011 à 2013).